

L'ÉTRANGE VICTOIRE TRAVAILLISTE

LES élections parlementaires britanniques du 31 mars ont donné un grand succès au Labour Party et, plus particulièrement, à son leader, le premier ministre H. Wilson. Après avoir tenu au pouvoir depuis octobre 1964 avec une majorité de 3 à 4 voix, à la merci d'incidents secondaires, il dispose désormais d'une majorité de près de 100 voix. Les gains du Labour Party se répartissent régulièrement à travers tout le pays, passant de 44,2 % en 1964 à 48 %, soit un total de plus de 13 millions de voix, près d'un million de plus qu'aux élections de 1964. En même temps, les conservateurs connaissent une perte parallèle à ces gains travaillistes, les libéraux perdant également quant à leur pourcentage de voix. Enfin, les candidats communistes obtiennent pour la plupart un nombre de voix inférieur à celui qu'ils avaient eu aux précédentes élections. (Pour 35 circonscriptions, la baisse de voix est d'environ 15 %).

D'où provient ce succès du Labour Party?

Tout d'abord du vote massif de la classe ouvrière en sa faveur. Pour les travailleurs britanniques, le Labour Party est leur parti, l'expression politique de leurs syndicats qui sont affiliés au Labour Party, tandis que les conservateurs sont le parti de leurs patrons. A ce sentiment général vient s'ajouter une forte tendance à ne pas diviser les voix. Les candidats de gauche indépendants ont toujours souffert de cette tendance, surtout à chaque fois qu'apparaît possible la victoire d'un conservateur ou d'un libéral. Quant aux candidats du P.C., ils sont d'autant moins pris au sérieux qu'ils n'ont pas un programme qui soit vraiment à la gauche de celui du Labour Party.

Mais la victoire du Labour Party ne s'explique pas seulement par le vote

massif des travailleurs. Il y a eu également en faveur du Labour Party un déplacement vers la gauche de votes de la petite bourgeoisie. Pour l'expliquer, il faut remonter aux élections d'octobre 1964.

A ce moment-là, le Labour Party l'emporta, mais moins par suite d'une grande poussée en sa faveur que du fait de la perte d'autorité du Parti conservateur, usé au pouvoir, discrédité par quelques scandales portés à la connaissance du public, et dirigé par un vestige des grandes familles du XIX^e siècle. D'où cette très faible majorité de 3 ou 4 voix dont disposa Wilson.

Or, c'est précisément de cette faiblesse que Wilson sut habilement tirer sa force, en se situant d'une certaine façon au-dessus du Parlement et, surtout, au-dessus de son propre parti. Face à une crise qui menaçait la livre sterling, il adopta une politique réactionnaire, et paralysa son parti par un chantage à de nouvelles élections qui ramèneraient les conservateurs au pouvoir. Il appuya sans défaillance la politique de l'impérialisme américain au Vietnam. Il joua la comédie d'une pseudo-lutte contre les Blancs de Rhodésie. Il se lança dans une politique des revenus, comportant des sanctions légales contre les syndicats et les ouvriers engagés dans des grèves. Par cette politique, il compromit la gauche du Labour Party. En même temps, il réussit à empêcher le parti tory de se regrouper et de reprendre du poil de la bête.

A ce spectacle, une partie des capitalistes anglais comprit qu'aucun gouvernement conservateur n'aurait pu faire ce que Wilson venait de faire sans susciter une forte opposition dans le pays, et c'est pourquoi, à la veille des élections du 31 mars, plusieurs organes bourgeois et, notamment, un des principaux organes de la Cité, le *Financial Times*, se sont prononcés pour reconduire Wilson comme premier ministre, c'est-à-dire, en fait, pour une victoire du Labour Party. Cela explique qu'au vote massif des ouvriers soient venues s'ajouter de nombreuses voix des classes moyennes influencées par une aile de la grande bourgeoisie.

Le discours du trône qui a inauguré le nouveau Parlement ne donne pas d'indication trop claire. On y trouve la renationalisation des aciéries que Wilson ne pouvait manquer d'assurer, ne serait-ce que pour donner tout de même quelque chose à la gauche. Il s'est prononcé pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun européen, sous condition de certaines garanties pour l'économie britannique ; c'est une décision à laquelle la Grande-Bretagne pourrait difficilement échapper sans risquer de compromettre ses relations économiques avec le continent. Sur la question de la guerre du Vietnam, il pensait s'en tirer avec de pieux souhaits de paix ; mais — et nous reviendrons plus loin sur ce point

— il s'est trouvé devant un amendement de « gauche » et il a continué à défendre sans réserve la politique de Washington.

Mais la principale question sur laquelle il lui faudra prendre nettement position, c'est la politique des revenus, c'est-à-dire la politique des salaires. Pour de multiples raisons, les unes relatives à des nécessités profondes de l'économie britannique, les autres à des causes plus conjoncturelles, le gouvernement travailliste aura à définir une politique économique de « rationalisation » de l'économie, cela revient à dire qu'il faudra décider qui paiera cette « rationalisation », les capitalistes ou les travailleurs. Bien sûr, on peut aisément prévoir que Wilson s'efforcera de donner le change et de prétendre que tous paieront également. Mais cela ne pourra tromper ni longtemps ni grand monde. La presse bourgeoise et la Bourse de Londres n'ont montré aucune crainte de voir porter atteinte à la propriété capitaliste depuis la victoire de Wilson. La politique des revenus, ce sera essentiellement un blocage des salaires et, pour l'imposer, des sanctions légales contre les syndicats et les ouvriers qui s'y opposeraient par la grève.

Jusqu'ici, la question est restée dans le domaine des propositions de loi et, de ce fait, elle n'a pas inquiété la grande masse des ouvriers qui ne bouge que lorsqu'elle est directement touchée. Ce sont les militants, et plus particulièrement les militants syndicaux qui s'en sont montrés préoccupés.

Comme nous l'avons dit, Wilson était parvenu à décomposer l'opposition. Celle-ci n'avait plus de porte-parole et de centre, à un moment où les courants de gauche tendaient pourtant à grandir dans les syndicats.

Que la victoire électorale du Labour Party ne soit pas tout simplement une victoire pour Wilson et sa politique vient d'être prouvé par le fait que, tout de suite, des opposants de gauche qui se sont montrés pourtant si timorés dans les dix-huit derniers mois ont osé déposer un amendement au discours du trône sur la question du Vietnam. C'est bien peu de chose, le contenu de l'amendement est pacifiste et ne manifeste aucune solidarité avec le peuple vietnamien en lutte contre l'impérialisme américain, mais c'est un symptôme d'une situation nouvelle, de conditions nouvelles au sein du Labour Party.

Il reste à voir si, dans la période qui s'ouvre, des éléments de gauche plus résolus se montreront capables de rassembler dans ce parti une force plus consistante, qui sera capable de donner une direction politique, plus particulièrement pour les oppositions qui se sont développées dans les syndicats et qui, inévitablement, auront à entrer en lutte contre la politique de Wilson sur le plan économique. Ce sera là la plus grande preuve que la classe ouvrière britannique aura à affronter depuis la grève générale de 1926.

P. F.

A propos des « TORTURÉS d'El Harrach »

MÊME après huit mois, quand on lit cette brochure : *les Torturés d'El Harrach* (1), où figure le récit des sévices qu'on a soi-même subi, on éprouve encore un rude choc.

Personnellement, j'ai éprouvé, rétrospectivement, quelque émotion à la pensée que ces hommes de la Sécurité militaire, qui s'apitoyaient sur les tortures que Le Goff, Mazière, Goasdoué, Meyers et moi-même — qui étions de la première « charrette » — avions subies de la part des policiers des renseignements généraux d'Alger, ont probablement participé au supplice de ceux qui ont été arrêtés après nous.

Ce « petit lieutenant portant des lunettes teintées et une fine moustache » dont parle Bouzid Benallègue (page 40) me rappelle beaucoup l'un de ces fonctionnaires de la Sécurité militaire qui semblaient soucieux de n'être pas confondus avec les tortionnaires de la P.R.G.

LE MUSEE GREVIN DE LA HONTE

Un qui a plutôt bonne mine, après la publication des *Torturés d'El Harrach*, c'est le nommé Reda Malek, ambassadeur d'Algérie en France, qui ne craignait pas de nier la réalité des tortures dont j'ai fait le récit, au cours d'une conférence de presse, le 27 septembre.

Boumaza, lui, co-auteur de la *Gangrène* et actuel ministre de l'Information, s'est bien gardé de mettre en doute mon récit quand, quelques jours plus tard, maître Jean-Jacques de Felice le lui a mis sous les yeux.

Le caractère systématique de l'utilisation de la torture n'est que trop évident.

La victime, le lieu, les tortionnaires peuvent changer, les procédés sont les mêmes.

Qu'on ne croie pas que j'oublie les « autorités françaises » dans tout cela.

Il a fallu trois semaines — et pas mal de bruit dans la presse de Paris — pour que mes compagnons d'infortune et moi puissions voir un membre du Consulat général de France à Alger.

Il aura fallu plus de six mois pour qu'un représentant diplomatique français arrive à obtenir de visiter le docteur Marot et ses co-détenus.

Cela ne veut pas dire que les hommes du 19 juin et leurs créatures peuvent tout se permettre.

Plusieurs étudiants, arrêtés lors des manifestations contre le pouvoir liées à la protestation contre l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, viennent d'être mis en liberté provisoire.

L'action du Comité pour la défense de Ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie a connu déjà un succès certain ; et il ne fait aucun doute que, surtout après la grève de la faim — combien héroïque — que viennent de mener les emprisonnés eux-mêmes, ce succès ne s'accroît dans un proche avenir.

La situation actuelle, en Algérie, y est favorable.

Les nouvelles « autorités » peuvent bien repousser avec dédain la notion « marxiste » de « lutte de classes », celle-ci n'en existe pas moins.

Les saisies répétées du journal de la centrale syndicale : *Révolution et Travail* et, inversement, le fait qu'après avoir rendu aux propriétaires une vingtaine de domaines autogérés, le gouvernement ait dû se hâter de les remettre en autogestion, sont significatifs de la vigueur des réactions populaires.

Je me souviens d'avoir dit à l'un de mes tortionnaires que la torture, en fin de compte, ne réglait pas grand-chose, et qu'il faudrait bien un jour aborder les vrais problèmes, à commencer par la réforme agraire, le développement de l'autogestion et l'instauration d'un contrôle ouvrier.

Il semble bien qu'aujourd'hui ces échéances se soient rapprochées.

Cela ne signifie pas que les bureaucraties seront balayés demain.

Une telle issue dépend encore de bien des conditions. En particulier, il faudrait que l'opposition s'unisse autour d'un programme propre à exprimer véritablement les intérêts profonds des masses algériennes dont, jusqu'à présent, on s'est trop souvent servi comme d'instruments pour des manœuvres de sommet, alors qu'il eût fallu se mettre loyalement à leur service.

Albert ROUX.

(1) Editions de Minuit, préface d'Henri Alleg, introduction de Robert Merle.

ONCE BELGRADE

L'article de Granma conclut ainsi :

« Borba tente en vain de sonner le glas des thèses révolutionnaires. Elle cherche en vain à nous faire peur avec la Sainte Alliance entre les gorilles réactionnaires (parmi lesquels ses Leoni, ses Beltran, ses dirigeants uruguayens, etc.) et l'impérialisme yankee. Ceux qui peuvent faire la révolution sur ce continent la feront ; et dans quelques pays comme le Venezuela, le Guatemala, la Colombie, le Pérou et Saint-Domingue, ils combattent déjà héroïquement et sans le moindre signe de démoralisation. Personne ne pourra les détourner de cette voie, et aucune force dans le monde ne pourra arrêter leur avance impétueuse, parce que maintenant, plus que jamais, « cette grande masse humaine a dit « Assez ! » et a commencé à marcher. Et elle ne s'arrêtera pas dans cette marche gigantesque avant de conquérir la véritable indépendance. »

BOLIVIE : la répression ne connaît pas de limites

LA PAZ (mars). — De récents épisodes de la répression viennent de confirmer que la junte militaire qui détient actuellement le pouvoir en Bolivie considère toujours que le meilleur moyen pour combattre l'opposition reste la violence ouverte. Le 28 février, des agents de la police politique ont attaqué les installations d'une station de radio ouvrière située à Vinto Tinto, et émettant dans la région de La Paz. La même station avait déjà été attaquée, en mal dernier, à coups de mortier. D'après le journal clandestin *El Abril* (mars 1966), la nouvelle attaque aurait suscité des divergences au sein même du cabinet, suite à l'opposition du ministre du Travail, le colonel Gallardo Lozada.

Le 4 mars, des piquets du Parti ouvrier révolutionnaire (P.O.R.) organisation trotskyste bolivienne, ont été attaqués par la police poli-

tique aux abords des usines et de la station de chemin de fer ; tandis que la plupart des militants purent s'enfuir, Gabriel Guzman, cheminot, membre du Comité central du P.O.R., fut arrêté. A la même époque, des dirigeants des mineurs, Sinfonoso Cabrera (trotskyste) et Pastor Alcocer (du Parti révolutionnaire de la Gauche nationaliste, le P.R.I.N.) furent arrêtés, de même que deux dirigeants des étudiants. Cabrera et Alcocer ont été transférés à la prison San Pedro, et inculpés de crime contre la sécurité de l'Etat, malgré l'intervention immédiate de la C.O.B. (Centrale ouvrière bolivienne) en leur faveur. Isaac Camacho, un autre dirigeant trotskyste des mineurs, est également détenu dans la même prison. Une vaste campagne nationale a été lancée en vue d'obtenir la libération de ces militants.

Le 4 mars également, le général

Barrientos rentra à La Paz après un long voyage à l'étranger. Le gouvernement avait préparé une sorte d'accueil solennel en son intention ; mais ce qui devait être une exhibition triomphale du personnage est devenu une pénible opération pour lui. Accueilli aux cris de « massacreur », « assassin », « serviteur des yankees », etc., le général dut précipitamment chercher refuge dans l'auto blindée qu'il venait tout juste de quitter pour faire le trajet de l'aéroport à la ville en décapotable. Au meeting qui suivit, le nombre d'assistants hostiles excéda, et de loin, les quelques groupes favorables au général. Celui-ci, qui avait l'intention de présenter sa candidature à la présidence, décida en fin de compte d'annoncer qu'il réfléchirait encore quelque temps avant de s'y décider.

Correspondant
« Perspective Mondiale »